



**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS
(REPUBLIQUE DU SENEGAL)**

REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE
LA PASSATION DES MARCHES DES AUTORITES
CONTRACTANTES DU GROUPE II (GESTION 2012)

Agence Nationale de
la Statistique et de la
Démographie (ANSD)

RAPPORT DEFINITIF



Juillet 2014



Grant Thornton

Grant Thornton
2 place de l'indépendance
Immeuble SDIH
2e, 3e et 4e étage
BP 7642 - Dakar
T 00 221 33 889 70 70
F 00 221 33 821 10 70
grantthornton@sn.gt.com

www.grantthornton.sn

SIGLES ET ACRONYMES

AC	: Autorité contractante
ARMP	: Autorité de Régulation des Marchés Publics
AGPM	: Avis Général de Passation des Marchés
ANSD	Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
AOO	: Appel d’Offres Ouvert
AOR	: Appel d’Offres Restreint
CM	: Commission des Marchés
CCAG	: Cahier des Clauses Administratives et Générales
CMP	: Code des Marchés Publics
CPM	: Cellule de Passation des Marchés
CRD	: Comité de Règlement des Différends
DAO	: Dossier d’Appel d’Offres
DCMP	: Direction Centrale des Marchés Publics
DRP	: Demande de Renseignements et de Prix
PV	: Procès verbal
PPM	: Plan de Passation des Marchés
PI	: Prestations Intellectuelles
TDR	: Termes de référence
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
N/A	: Non applicable

Dakar, le 15 juillet 2014

**A Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics
Dakar**

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Monsieur le Directeur Général,

En exécution de la mission que l'ARMP a bien voulu nous confier et relative à la revue indépendante de la conformité de la passation des marchés publics conclus par les autorités contractantes du groupe II pour la Gestion 2012, nous avons l'honneur de vous soumettre, conformément aux termes de référence, notre rapport définitif concernant **l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD)**. Ce rapport tient compte des observations envoyées par courrier N°02224/MP/ANSD/CPM du 01 juillet 2014 par ladite autorité contractante à la suite de notre rapport provisoire.

Nous avons effectué notre revue sur la base des termes de référence (TDR) du contrat de services signé entre l'Autorité de Régulation des Marchés publics et le cabinet Grant Thornton.

Selon les TDR, la mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus en 2012 par les autorités contractantes ciblées, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des obligations de l'Administration, le Décret 2011- 1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et ses arrêtés d'application.

C'est ainsi qu'au terme de nos diligences réalisées selon l'approche détaillée au point 2 du présent rapport, nous vous présentons la synthèse de nos travaux.

SYNTHESE DE NOS TRAVAUX

Au cours de la gestion 2012, **l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD)** a conclu vingt-neuf (29) marchés selon la liste communiquée par le Coordonnateur de la Cellule de Passation des Marchés, pour un coût global de K FCFA 1 396 058. Dans le cadre de nos travaux, notre revue a porté sur 19 marchés dont douze (12) passés par appel d'offres ouvert, six (06) par la procédure de demande de renseignements et de prix et une (01) prestation intellectuelle.

Notre sélection peut être récapitulée comme suit :

Mode de passation		ANSD				
		Récapitulatif des marchés (en F CFA)		Marchés sélectionnés pour revue (en F CFA)		
				Nombre	Montant	Scoop en volume/mode
DRP		8	141 080 000	6	64 175 312	78%
AOO	> Seuil DCMP	2	638 895 000	2	638 895 000	100%
	<Seuil DCMP	18	614 582 584	10	410 040 000	56%
PI		1	1 500 000	1	1 500 000	100%
AOR						
ED						
TOTAL		29	1 396 057 584	19	1 195 937 385	
Taux de couverture				65,5%	86%	

Au terme de nos travaux, les principaux constats peuvent être résumés comme suit :

CONSTATS D'ORDRE GENERAL

■ NOMINATION TARDIVE DE LA COMMISSION DES MARCHES

La Commission des Marchés de l'ANSD est instituée par Note de service n°0106 bis/MEF/ANSD du 23 mai 2012 du Directeur Général soit plus de 4 mois après la date limite du 05 Janvier de chaque année fixée par l'arrêté n°11588 du 28 Décembre 2007.

■ DEFAUT DE PUBLICATION DES ATTRIBUTIONS DES MARCHES DE DRP

Au terme de nos travaux, nous avons constaté l'absence de transmission à la DCMP, des procès-verbaux d'attribution des marchés passés par DRP et ayant atteint le seuil fixé par la réglementation, aux fins de publication sur le site des marchés publics, en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011, portant Code des Marchés Publics.

■ INSUFFISANCE DU SYSTEME D'ARCHIVAGE

Le dispositif d'archivage et de classement mis en place par l'ANSD pour les dossiers relatifs aux marchés publics est défaillant. Les marchés examinés ne comportent pas toujours l'ensemble des documents requis. A titre d'exemples, les lettres de convocation des membres de la commission des marchés ne nous sont pas communiquées. En outre, la remontée des informations financières à la CPM n'est pas systématique de la part de la Direction de l'Administration Générale et des Ressources Humaines (DAGR). En effet, il ressort de nos travaux la non transmission de certaines pièces présentées en annexe 2.

■ INSUFFISANCE DE RESSOURCES HUMAINES DE LA CPM

Nous avons constaté lors de nos travaux que l'ANSD a passé un nombre important de marchés. La Cellule de passation des marchés, cheville ouvrière dans la passation des marchés publics, n'est constituée que d'une seule personne, le coordonnateur. Celui-ci ne peut pas convenablement se charger, en même temps, de la passation des marchés, du suivi de l'exécution de ces derniers, du classement et de l'archivage des dossiers. Aussi convient-il de doter la Cellule de passation d'un personnel suffisant et compétent pour bien mener les procédures de passation et d'exécution des marchés.

CONSTATS SPECIFIQUES

1) APPELS D'OFFRES OUVERTS

- Pour les marchés relatifs à l'assurance PDA, d'un montant de F CFA 16 555 000 et au transport des PDA et logistique de transfert du matériel pour le RGPHAE d'un montant de F CFA 94 400 000, les délais entre l'ouverture des plis et l'attribution provisoire dépassent celui prévu par les dispositions des articles 70 et 83 alinéas 1 et 3 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics. Ce délai est de 21 jours au maximum, c'est à dire quinze (15) jours au maximum pour l'analyse et l'évaluation des offres, trois (03) jours pour l'établissement du procès verbal et enfin trois (03) jours pour approbation du procès verbal d'attribution. En effet, pour le premier, l'ouverture des plis est effectuée le 09 janvier 2013 et la notification provisoire n'a eu lieu que six (06) mois après, soit le 12 juin 2013 et pour le

deuxième, les plis sont ouverts le 05 décembre 2012 et la notification n° a eu lieu que huit (08) mois après, soit le 20 août 2013 ;

- Les plis relatifs au marché de câblage du nouveau siège de l'ANSD d'un montant de F CFA 123 458 218 n° ont pas été ouverts aux date et heure limites fixées dans l'avis d'appel d'offres, et aucun avis attestant d'un report de la date limite de dépôt des offres ne nous a été transmis, en violation de l'article 67 alinéas 1 et 2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011, portant Code des Marchés Publics. En effet, la date limite était fixée le 16 janvier 2013 mais les plis ont été ouverts le 28 janvier 2013 ;
- Nous avons constaté l'absence d'inscription dans le PPM, du marché de location de véhicules d'un montant de F CFA 43 612 800. Cette violation constitue un motif de nullité du marché, en vertu des dispositions de l'article 6 alinéa 2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- Le marché relatif à l'acquisition de consommables, logiciels, maintenance et matériels informatiques, pour un montant de F CFA 13 288 063 a été exécuté avant son approbation en violation de l'article 29 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics. En effet, l'approbation a eu lieu le 10 mai 2013 alors que l'exécution a eu lieu le 05 mars 2013.

Hormis les constats d'ordre général, nous n° avons pas relevés de constats spécifiques pour les marchés listés ci-après :

- AOO N° 01/AOO/ANSD/2012 - Acquisition de mobiliers de bureau pour le nouveau siège de l'ANSD, pour un montant de F CFA 74 233 564 ;
- AOO N° 03/AOO/ANSD/2012 - Impression de publications, pour un montant de F CFA 15 943 500 ;
- AOO N° 05/AOO/ANSD/2012 - Acquisition de matériels et consommables informatiques et de logiciels dans le cadre du Recensement Général de la Population, de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Elevage (RGPHAE) lot 3, pour un montant de F CFA 321 102 780 ;
- AOO N° 05/ANSD/2012 - Acquisition de matériels et consommables informatiques et de logiciels dans le cadre du Recensement Général de la Population, de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Elevage (RGPHAE) lot 5, pour un montant de F CFA 5 380 800 ;
- AOO N° 06/ANSD/2012 - Reproduction de manuels pour le recensement pilote et le dénombrement du RGPHAE, pour un montant de F CFA 92 709 300 ;
- AOO N° 11/ANSD/2012 - Acquisition d'équipements pour les agents recenseurs dans le cadre du RGPHAE, pour un montant de F CFA 114 159 100.

2) DEMANDES DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX

- Les lettres d'invitation relatives aux marchés d'acquisition de mobilier de bureau pour des montants respectifs de F CFA 14 071 500 et de F CFA 9 344 892 n'ont pas été envoyées simultanément aux candidats en violation de l'article 78-2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 et du principe fondamental d'égalité de traitement des candidats, applicable aux achats publics et cité à l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006. En effet, selon cet article, le non respect des formalités de publicité prescrites et la violation du principe d'égalité de traitement des candidats aux commandes publiques par les acheteurs publics entraînent la nullité

de la procédure de passation du marché concerné, à la requête de toute personne intéressée au déroulement normal de la procédure ;

Nous n' avons pas relevé de constats spécifiques pour les marchés présentés ci-dessous :

- DRP N° 01/AMI/ANSD/2012 - Recrutement d'un expert juridique pour l'observatoire de la pauvreté, pour un montant de F CFA 1 500 000.
- DRP N° 14/ANSD/2012 - Acquisition de cartables pour les superviseurs et contrôleurs dans le cadre du RGPHAE, pour un montant de F CFA 14 927 000.
- DRP - Location de 4 véhicules 4x4 pour le compte du RGPHAE, pour un montant de F CFA 23 364 000.
- DRP - Entretien courant du parc froid de l'ANSD, pour un montant de F CFA 1 467 920.
- DRP - Entretien des groupes électrogènes et photocopieurs de l'ANSD, pour un montant de F CFA 1 000 000.

3) PRESTATION INTELLECTUELLE

Pour le marché de publicité et relation publique, pour un montant de F CFA 109 318 762, nous n' avons pas constaté d' anomalies spécifiques hormis celles d' ordre général.

SYNTHESE DE NOS CONCLUSIONS

Au terme de nos travaux, nous estimons que l' Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) n' a pas respecté les procédures de passation. En effet, nous avons constaté des non conformités majeures telles que la non inscription dans le PPM d' un marché passé par appel d' offres et l' exécution d' un marché avant son approbation. De plus, sur les douze (12) appels d' offres et les six (06) DRP examinés, nous avons constaté d' autres anomalies telles que la non concomitance entre la date d' ouverture des plis et la date limite de dépôts des offres, des délais anormalement longs entre l' ouverture des plis et l' attribution provisoire et le non respect du principe de traitement d' égalité des soumissionnaires.

Nous tenons à remercier l'ensemble des interlocuteurs rencontrés pour leur disponibilité et leur collaboration au moment de notre intervention.

Nous vous souhaitons bonne réception du présent rapport et vous prions d' agréer, **Monsieur le Directeur général**, l'assurance de notre considération distinguée.

Mansour GAYE

Associé



TABLE DES MATIERES

I. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	8
1.1. CONTEXTE.....	9
1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION ET RAPPEL DES TDR	9
II. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES	11
2.1. CONSIDERATIONS GENERALES SUR LA METHODOLOGIE	12
2.2. COORDINATION GENERALE DE LA MISSION	12
2.3. PHASE DE PRE-AUDIT	12
2.4. REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES	14
2.5. REVUE DES PROCEDURES D'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES	15
2.6. CONTROLE QUALITE ET REVUE INDEPENDANTE	15
2.7. RESTITUTION DES RAPPORTS	15
III. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS	16
3.1. LE CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE	17
3.2. LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES	18
3.3. LES ENTITES DE REGULATION ET DE CONTROLE	19
3.4. LES SEUILS DE PASSATION DES MARCHES	19
3.5. LES MODES DE PASSATION DES MARCHES	20
IV. LES STRUCTURES CHARGEES DE LA GESTION DES MARCHES	21
4.1. LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES	22
4.2. LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES	22
4.3. LA COMMISSION DES MARCHES	23
4.4. LA COMMISSION DE RECEPTION.....	23
V. REVUE APPROFONDIE DES MARCHES PUBLICS DE L'ANSD.....	24
5.1. SELECTION DES MARCHES A AUDITER	25
5.2. CONSTATS DE L'AUDIT ET RECOMMANDATIONS	25
5.3. SYNTHESE DES ANOMALIES	26
5.4. INSPECTION PHYSIQUE	29
5.5. TABLEAU DE SUIVI DES RECOMMANDATIONS.....	30
ANNEXES	31

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

1.1 CONTEXTE

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un Etat de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des Etats membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2012 par les autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des présents termes de référence.

1.2 OBJECTIFS DE LA MISSION ET RAPPEL DES TDR

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1er Janvier et le 31 décembre 2012, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- ❖ se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante ;
- ❖ vérifier la conformité des procédures aux principes généraux de liberté d'accès, d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le CMP ;
- ❖ fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- ❖ identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des

règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations relativement aux dispositions du CMP ;

- ❖ procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- ❖ pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- ❖ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ❖ examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe
- ❖ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- ❖ examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies par la réglementation en vigueur,
- ❖ évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité,
- ❖ Formuler des recommandations.

En ce qui concerne l'exécution des marchés, les prestations du Consultant ont porté sur :

- Le contrôle de la qualité des contrats attribués en analysant les évolutions et modifications qualitatives et quantitatives de l'étendue de chaque contrat sur la base de la soumission et du marché initialement signé ;
- Le contrôle de la situation des réceptions/livraisons pour vérifier le respect des dates et des quantités livrées / réceptionnées ; tout écart a été relevé et la manière dont il a été traité au niveau de l'autorité contractante a été examinée ;
- Le contrôle des délais prescrits aux différentes étapes de l'exécution des marchés et du paiement des avances et des factures, en cohérence notamment avec les spécifications du marché et le référentiel des délais d'exécution de la dépense publique ;
- L'état des marchés qui connaissent des difficultés d'exécution ;
- L'analyse des causes et conséquences des difficultés rencontrées.

2. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES

2.1 CONSIDERATIONS GENERALES SUR LA METHODOLOGIE

Notre Cabinet a pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et a établi, dans la section ci-après, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre. L'audit est réalisé en conformité avec les TDR, et inclut les tests et les procédures d'audit ainsi que les vérifications que nous avons jugées nécessaires au regard des circonstances.

Pour atteindre les objectifs de l'audit, nous procédons à des tests et contrôles aussi fréquents qu'il sera nécessaire. De manière plus précise, notre démarche est la suivante:

- Etablissement de la feuille de route et prise de contact avec l'ARMP pour assurer une planification correcte des missions à réaliser (réunion de démarrage) ;
- Planification et prise de connaissance générale des entités à auditer ;
- Revue des textes régissant les structures à auditer et des rapports relatifs aux audits précédents ;
- Analyse et évaluation de l'organisation institutionnelle de chaque entité concernée ;
- Revue de la procédure de passation et d'exécution des marchés ;
- Elaboration des rapports provisoires ;
- Réception et traitement des commentaires des audités ;
- Traitement des requêtes spéciales ;
- Elaboration des rapports définitifs individuels et de synthèse ;
- Contrôle qualité ;
- Restitution.

2.2 COORDINATION GENERALE DE LA MISSION

Notre expérience de ce type de mission montre qu'il est d'une importance capitale de mettre en place une équipe au Siège. L'équipe d'appui du Siège est composée d'un noyau sous la direction d'un Expert financier qui a une expérience avérée en passation de marchés.

Ce dernier est assisté d'auditeurs en passation de marchés et d'une assistante de direction. Le recours à une expertise ponctuelle est également envisagé en cas de besoin (experts en informatique, ingénieurs en génie civil, etc.). Le support des équipes d'experts est concentré sur quatre domaines clefs que nous avons identifiés comme étant cruciaux, en fonction de nos expériences d'audits similaires en Afrique, pour garantir les meilleures conditions pour la conduite de travaux d'audit efficaces et de haute qualité.

L'équipe d'appui du Siège est placée sous la responsabilité d'un Auditeur Sénior Manager et rompu aux missions d'audit technique et de revue de procédures de passation de marchés au Sénégal et dans la sous-région francophone.

Le coordonnateur de l'équipe d'appui du Siège a un rôle central dans la revue qualité des rapports conformément aux procédures en vigueur au sein du Cabinet Grant Thornton, certifié ISO 9001 Version 2008 depuis décembre 2009. Son profil le prédestine à s'impliquer de manière significative sur le terrain.

Par ailleurs, les ingénieurs domaines, prévus dans les TDRs sont positionnés dans l'équipe d'appui pour être mobilisés sur le terrain des opérations en fonction des exigences de chaque instant.

2.3 LA PHASE DE PRE-AUDIT

Après les formalités de négociation et de finalisation du contrat et la phase préparatoire, l'équipe a tenu une réunion de démarrage avec l'ARMP, au cours de laquelle des informations ont été échangées, les attentes précisées et les premières contraintes identifiées. A ce stade, au niveau de chaque autorité contractante, nous avons tenté d'obtenir certaines informations telles que requises par les courriers d'annonce de la mission d'audit des marchés publics, envoyés par l'ARMP aux autorités contractantes ciblées.

La collecte a concerné les documents suivants:

- la liste complète de tous les marchés passés en 2012 ;
- les plans de passation des marchés ;
- l'état d'exécution du plan de passation des marchés ;
- les extraits budgétaires de la gestion 2012 ;
- l'état d'exécution budgétaire de la gestion 2012 ;
- les rapports de corps de contrôle de l'Etat ;
- l'ensemble des pièces relatives à chaque acquisition ;
- les rapports d'activités ;
- l'organigramme et /ou le document organisant l'autorité contractante ;
- les actes de désignation des membres de la Commission de passation des marchés ;
- les situations relatives aux marchés et collectées auprès de la DCMP et d'autres services afin d'être confrontées aux listes qui seront ultérieurement obtenues des autorités contractantes;
- les états financiers au 31 décembre 2012 ;
- le fichier des immobilisations ;
- la balance générale au 31 décembre 2012 ;
- toute autre documentation utile à la mission.

2.3.1 PREPARATION DU PLAN D'AUDIT

En fonction de nos échanges au sein de l'équipe clé et des termes de références, nous avons préparé un plan d'audit global.

Ce plan global a été affiné pour donner un plan détaillé, plus exactement un programme de travail adapté, incluant une information précise sur les procédures d'audit et les tests à appliquer durant la mission sur le terrain. Le plan global inclut les propositions de dates pour l'audit, une évaluation intermédiaire des risques d'audit et le niveau proposé de test basé sur les contrôles perçus comme étant mis en place, le degré « d'audit confiance » requis et de matérialité par seuil.

Nos plans ont été conçus afin de nous permettre de conduire les travaux de manière efficace, efficiente et économique, et avec un minimum d'inconvénients pour les audités, et nous nous sommes assurés que :

- les problèmes potentiels ont été identifiés au plus tôt;
- une attention particulière a été dévolue aux zones à risques de l'audit;
- les travaux d'audit seront rapidement menés et le dossier revu aisément;
- le travail a été réparti de manière adéquate entre membres de l'équipe d'audit.

2.3.2 PROGRAMMATION DES MISSIONS AVEC LES AUTORITES CONTRACTANTES

Une fois que les entités à auditer ont été avisées, munis des lettres d'introduction, nous avons pris contact avec les personnes responsables de ces entités afin de trouver rapidement un accord sur les dates de l'audit et faire approuver l'ordre chronologique des visites. Nous nous sommes assuré que les personnes clés à rencontrer sont disponibles aux dates convenues. Nous avons pris soin de confirmer par courrier les arrangements convenus avec les autorités contractantes.

Avec cette approche, nos communications avec les audités, empreintes du professionnalisme requis, nous ont permis de nous assurer d'un maximum de coopération et d'une traçabilité sans faille.

2.3.3 REUNION DE DEMARRAGE AVEC LES AUTORITES CONTRACTANTES CIBLEES PAR L'AUDIT

Durant les réunions de démarrage avec les audités, nous nous sommes assurés des tâches déterminées dans le programme avec le personnel de l'Audité et avons recadré nos objectifs. Nous avons obtenu une description :

- du cadre réglementaire et institutionnel,

- du niveau d'application du nouveau Code de Marchés Publics par la mise en place de la structure organisationnelle, des contrôles internes et des procédures de management de l'Audit en utilisant un questionnaire de contrôle interne,
- du niveau de formation des acteurs intervenant dans les marchés publics.

Cette phase nous a permis de comprendre tous les mécanismes des différents types de structures ciblées à travers l'analyse de la structure organisationnelle et de son fonctionnement, et de vérifier la fiabilité des procédures de gestion administrative et de contrôle interne.

2.4 PHASE DE REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

2.4.1. L'ECHANTILLONNAGE

Nous avons sélectionné et validé un échantillon représentatif par type de contrat, taille et mode de passation des marchés. L'échantillon a été composé conformément aux modalités décrites dans les termes de référence (TDR) et aux normes et pratiques en vigueur en matière de revue. Le processus d'échantillonnage est d'essence aléatoire.

Pour chacune des catégories de marchés, nous avons veillé à une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

2.4.2 REALISATION DES TRAVAUX D'AUDIT SUR SITE

Au niveau de chaque autorité contractante, nous avons réalisé durant la phase d'exécution de l'audit sur site, des tests sur l'échantillon de contrats sélectionnés. Ces tests ont été menés par rapport à la traçabilité de chaque contrat, de l'expression du besoin en passant par la budgétisation jusqu'au paiement. Ces tests nous ont permis de vérifier la conformité de la conception, l'efficacité et la transparence des procédures appliquées par les autorités contractantes et leur conformité avec la loi relative aux marchés publics. Les tests qui ont été mis en œuvre pour la revue des procédures de passation des marchés ont intégré, outre l'analyse institutionnelle et organisationnelle, une vérification des éléments suivants:

- procédure de budgétisation/couverture budgétaire ;
- publicité préalable ;
- adéquation du mode de passation de marché avec l'enveloppe budgétaire et la nature de la commande (travaux, fournitures ou services) ;
- rapports d'évaluation des offres ;
- traitement des plaintes existantes;
- respect des obligations contractuelles (exécution par le titulaire du marché et paiement par l'autorité contractante) ;
- conformité à certaines dispositions particulières de la loi relative aux marchés publics telles que l'inscription préalable des marchés dans les PPM et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement formulées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc.

Pour chaque marché, une check list détaillée a été méticuleusement renseignée et présentée en annexe. L'ensemble de ces fiches ont servi de base à une analyse des tendances ainsi qu'à la déduction de statistiques pertinentes pour fonder une opinion sur la gestion d'un ou plusieurs marchés ainsi que sur les performances de chaque autorité contractante.

Pour chaque structure auditée, les constats ont été systématiquement relevés et classés en fonction de leur fréquence d'occurrence. Sur cette base, nous avons proposé des mesures appropriées et dont la

faisabilité est établie, pour l'éradication des dysfonctionnements notés, avec une claire définition des modalités de mise en œuvre.

Suite à cette revue, il a été établi des statistiques sur les marchés en procédant, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants).

2.5 AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES

Conformément aux termes de référence (TDR), nous avons procédé à un échantillonnage de marchés devant faire l'objet de contrôle physique (vérification de la matérialité). Ces marchés ont exclu logiquement les marchés de nettoyage de locaux, de désherbage, de reprofilage léger de routes, etc, objet de prestations à durabilité éphémère. Les vérifications ont été faites sur la base des procès verbaux de réception, des documents de comptabilité des matières, et des visites de terrain.

L'objectif global de cette étape de la mission est de permettre à l'ARMP de se former une opinion sur la conformité de l'exécution technique au sens large, d'un échantillon de projets d'infrastructures.

L'audit physique a été articulé sur les points suivants :

- conformité technique et qualité des prestations exécutées ;
- revue de la conduite générale des projets ;
- vérification de la conformité des dépenses effectuées.

L'audit physique s'il ya lieu doit déboucher sur la formulation de recommandations relatives aux points suivants :

- i) mesures correctives permettant d'éviter que les éventuelles anomalies observées n'aient un impact sur la qualité du projet et sa durabilité dans les horizons prévus ;
- ii) principaux enseignements généraux de cet audit pour des actions futures.

2.6 PHASE DE CONTROLE DE LA QUALITE ET DE REVUE INDEPENDANTE

Le contrôle qualité est une exigence à Grant Thornton, comme en atteste sa place dans notre manuel des normes et pratiques professionnelles conformément aux standards internationaux en matière d'audit. Le dossier de travail ainsi que tous les rapports ont été revus par un expert indépendant qui n'a pas participé à la mission.

Son rôle est de s'assurer que l'équipe a réalisé la mission dans le respect des normes internationales reprises dans notre manuel d'exercice professionnel.

Pour l'audit des procédures de passation comme lors des vérifications relatives à l'exécution physique, l'expérience pratique de nos experts a été mise à profit pour détecter tous les indices de fraudes et de corruption qui peuvent donner lieu en fonction de leur gravité soit à un examen approfondi dans le cadre de la présente mission, soit à une proposition d'ouverture d'enquête au niveau de l' ARMP.

2.7 PHASE DE RESTITUTION DES RAPPORTS

A la fin de l'audit, nous tenons une réunion de clôture entre l'équipe d'audit et les responsables de chacune des autorités contractantes. Le but de la réunion est de revoir les constatations de l'audit.

De plus, chaque autorité contractante fait l'objet d'un rapport distinct. Nos rapports sont présentés en deux étapes:

- ❖ rapport provisoire ;
- ❖ rapport final.

3. ENVIRONNEMENT LEGISLATIF, REGLEMENTAIRE ET DISPOSITIF INSTITUTIONNEL

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

3-1 CADRE INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- Directive 4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
 - Directive 5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
 - Loi organique 2011-15 du 08 Juillet 2011, relative aux lois de Finances ;;
 - Loi 90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
 - Loi 96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;
 - Loi 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration
 - Loi 2009-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
 - Décret 2005-576 du 22 Juin 2005 portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics
 - Décret 2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret 81-844 du 20 Aout 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
 - Décret 2007-545 du 25 Avril 2007 portant Code des marchés publics, modifié par le décret 2010-1188 du 13 Septembre 2010, lui-même modifié par le décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011;
 - Décret 2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;
 - Décret 2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Décret 2009-522 du portant Organisation et fonctionnement des Agences d'exécution
- Décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics
- Décret 2011-1880 du 24 Novembre 2011 portant règlement général sur la Comptabilité publique

- Arrêté 11580/ PM/ du 28 Décembre 2007 pris en application des dispositions de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- Arrêté 11583/MEF/du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- Arrêté 11584/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté 11585 /MEF/ du 25 Décembre 2007 pris en application de l'article 77-3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;
- Arrêté 11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- Arrêté 11587 /MEF du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 45-e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics ;
- Arrêté 11588/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- Circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 78 du CMP ;
- Décision 0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

3-2 LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES

La passation des marchés publics est d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier.

Aussi le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 a-t-il mis en place une Cellule de Passation des Marchés et une Commission des Marchés, structures encadrées par les articles 35 à 40 du Code des Marchés Publics.

3.2.1 LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des Marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés.

Les attributions de la CPM sont définies par l'arrêté 11586/MEF du 28 Décembre 2007 dont, entre autres :

- L'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics,
- L'établissement, en début d'année du plan consolidé annuel de,
- matière de marchés publics,
- La tenue du Secrétariat de la Commission des Marchés,
- L'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

3.2.2. LA COMMISSION DES MARCHES

L'arrêté 11588/MEF/ du 28 Décembre 2007 détermine la composition des Commissions des marchés, fixe le nombre de leurs membres.

La Commission des marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B ou cadre moyen.

3-3 LES ENTITES DE REGULATION ET DE CONTRÔLE

Le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés distingue les fonctions de contrôle de celles de régulation.

3.3.1 LA DIRECTION CENTRALE DES MARCHES PUBLICS

Le contrôle a priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les attributions selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret 2007-547 du 25 Avril 2007.

3.3.2 L' AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de règlement des différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction Générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

3-4 LES SEUILS DE PASSATION DES MARCHES

Le Code des Marchés Publics, en son article 53 détermine des seuils relatifs à la valeur des marchés de l'Etat, des Collectivités locales, des Sociétés nationales, des Sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale comme suit :

Etat, Collectivités Locales, Etablissements Publics

- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 15 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes, Agences et autres

- 50 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Les montants inférieurs à ces seuils relèvent de la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix (Article 78 du CMP).

3-5 LES MODES DE PASSATION DES MARCHES

Les différents modes de passation des marchés publics sont définis à l'article 60 du CMP :

- l'appel d'offres ouvert ;
- l'appel d'offres ouvert avec pré qualification;
- l'appel d'offres restreint ;
- l'appel d'offres en deux étapes.

La procédure dérogatoire des marchés passés par entente directe est régie par les articles 76 et 77 du CMP.

4 LES STRUCTURES CHARGEES DE LA GESTION DES MARCHES PUBLICS AU SEIN L'ANS

4.1 La PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES (PRM)

L'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) est une structure administrative dotée de la personnalité juridique et d'une autonomie de gestion placée sous l'autorité du ministre chargé de la Statistique. En particulier l'Agence est chargée :

- d'assurer la mise en application des méthodes, concepts, définitions, normes, classifications et nomenclatures approuvés par le Comité technique des programmes statistiques ;
- de préparer les dossiers à soumettre aux réunions du Conseil national de la statistique et du Comité technique des programmes statistiques ;
- d'assurer le secrétariat et l'organisation des réunions du Conseil national de la statistique et du Comité technique des programmes statistiques ainsi que de ses sous-comités sectoriels ;
- de réaliser des enquêtes d'inventaire à couverture nationale notamment les recensements généraux de la population et les recensements d'entreprises.
- de produire les comptes de la nation ;
- de suivre la conjoncture et la prévision économiques en rapport avec le service en charge de la prévision et de la conjoncture économique ;
- d'élaborer et de gérer les fichiers des entreprises et des localités ;
- d'élaborer les indicateurs économiques, sociaux et démographiques ;
- de centraliser et de diffuser les synthèses des données statistiques produites par l'ensemble du système statistique national ;
- de favoriser le développement des sciences statistiques et la recherche économique appliquée relevant de sa compétence ;
- de promouvoir la formation du personnel spécialisé pour le fonctionnement du système national d'information statistique par l'organisation des cycles de formation appropriés notamment au sein d'une école à vocation régionale ou sous régionale intégrée à l'agence.

. L' ANSD est composée de services centraux et de subdivisions au niveau régional. L'ensemble est organisé en **Cellules, Directions, Divisions et Bureaux et Services**.

4.2. LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES (CPM)

Elle est notamment chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation de marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des marchés. A ce titre, les dispositions de l'arrêté N° 11586/MEF du 28 Décembre 2007 délimitent les attributions de la CPM au niveau de chaque autorité contractante. Elle est notamment chargée, entre autres, des activités suivantes :

- l'examen de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;
- l'examen préalable de tout document à transmettre à des tiers en matière de marchés publics ;
- l'examen préalable de tout document à signer avec des tiers en matière de marchés publics ;

- l'établissement en début d'année du plan consolidé annuel de passation des marchés de l'autorité contractante ;
- l'établissement de l'avis général de passation des marchés et sa publication conformément aux articles 6 et 56 du CMP ;
- l'insertion des avis et autres documents relatifs à la passation des marchés dans le système national informatisé de gestion des marchés ;
- la tenue du secrétariat de la commission des marchés ;
- l'appui aux différents services pour les opérations de passation des marchés ;
- l'identification des besoins de formation des services en matière de marchés publics ;
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

La Cellule de Passation des Marchés de l'ANSD est instituée par Note de service du Directeur général n°668/MEF/ANSD/DGA du 03 décembre 2010.

Elle n'est constituée que d'une seule personne qui en est le coordonnateur. Cette dernière ne peut pas convenablement se charger, en même temps, de la passation des marchés, du suivi de l'exécution de ces derniers, du classement et de l'archivage des dossiers. Aussi convient-il de doter la Cellule de passation d'un personnel suffisant et compétent pour bien mener les procédures passation et d'exécution des marchés.

4.3. LA COMMISSION DES MARCHES (CM)

Elle est nommée par Note de service du Directeur général n°0106 bis/MEF/ANSD du 23 mai 2012 et est composée de six (6) membres avec leurs suppléants respectifs qui sont le président et les personnes ci-après:

- le Représentant de la Direction de l'Administration Générale et des Ressources Humaines (DAGRH) ;
- le Responsable des approvisionnements et marchés ;
- le Représentant de la Direction bénéficiaire ;
- le Représentant du Ministère de l'Economie et des Finances ;
- le Représentant du Contrôle Financier.

Cette nomination intervenue au-delà du 05 janvier est une violation de l'article 6 de l'arrêté 11588 du 28 décembre 2007 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes.

4.4. LA COMMISSION DE RECEPTION (CR)

Elle est nommée par Note de service du 24 juin 2010 signée par le Directeur Général. Elle est composée de six (06) membres.

5. REVUE APPROFONDIE DES MARCHES PUBLICS

5.1. SELECTION DES MARCHES A AUDITER

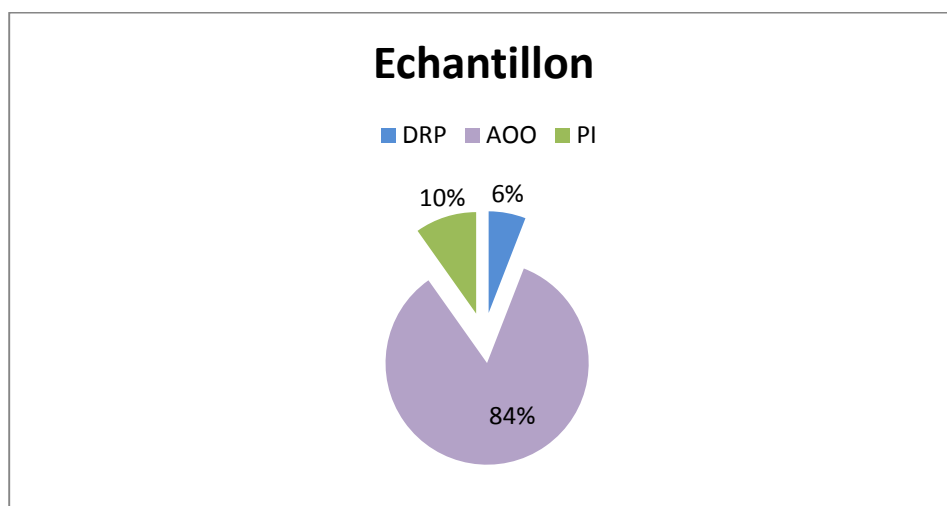
Au titre de la gestion 2012, l'ANSD a conclu vingt- neuf (29) marchés selon la liste communiquée par le Coordonnateur de la Cellule de Passation des Marchés, pour un coût global de K FCFA 1 396 058. Dans le cadre de nos travaux, notre choix a porté sur 19 marchés dont douze (12) passés par appel d' offres ouverts, six (06) par la procédure de DRP et un (01) marché de prestation intellectuelle.

Notre sélection peut être résumée comme suit :

Mode de passation		ANSD				
		Récapitulatif des marchés (en F CFA)		Marchés sélectionnés pour revue (en F CFA)		
				Nombre	Montant	Scoop en volume/mode
DRP		8	141 080 000	6	64 175 312	78%
AOO	> Seuil DCMP	2	638 895 000	2	638 895 000	100%
	<Seuil DCMP	18	614 582 584	10	410 040 000	56%
PI		1	1 500 000	1	1 500 000	100%
AOR						
ED						
TOTAL		29	1 396 057 584	19	1 195 937 385	
Taux de couverture				65,5%	86%	

5.2. CONSTATS DE L'AUDIT

L' échantillon peut être représenté graphiquement comme suit :



Au terme de nos travaux, les principaux constats peuvent être résumés comme suit :

5.2.1 CONSTATS D'ORDRE GENERAL

❖ CONSTAT 1

Au cours de nos travaux nous avons constaté que les membres de la CM de l'ANSD sont nommés par Note de service n°0106 bis/MEF/ANSD du 23 mai 2012 du Directeur Général, soit plus de 4 mois après la date limite fixée au 05 Janvier de chaque année au plus tard, par l'article 6 de l'arrêté n° 11588 du 28 Décembre 2007.

RECOMMANDATION

Nous recommandons à l'ANSD de veiller au respect des dispositions du Code des marchés publics et de ses textes d'application en procédant à la nomination des membres de la CM au plus tard le 05 janvier de chaque année.

❖ CONSTAT 2

Nous avons constaté que l'ANSD n'a pas transmis à la DCMP les procès- verbaux d'attribution des marchés passés par DRP ayant atteint le seuil fixé par la réglementation, aux fins de publication sur le site des marchés publics, en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

RECOMMANDATION

Nous recommandons à l'ANSD de veiller au respect des dispositions de l'article 78 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics en transmettant les procès- verbaux d'attribution des DRP à la DCMP pour publication sur le site des marchés publics.

❖ CONSTAT 3

Le dispositif d'archivage et de classement mis en place par l'ANSD pour les dossiers relatifs aux marchés publics est défaillant. Les marchés examinés ne comportent pas toujours l'ensemble des documents requis. En outre, la remontée des informations financières à la CPM n'est pas systématique de la part de la Direction de l'Administration Générale et des Ressources Humaines (DAGRHR).

RECOMMANDATION

Nous recommandons à l'ANSD de :

- mettre en place un système de suivi performant permettant de réclamer à la DAGRH, les pièces relatives à l'exécution financière des marchés;
- prendre les dispositions idoines afin de sauvegarder les dossiers de marchés par le biais d'un isolement des archives des dossiers de marchés dans un local prévu spécifiquement à cet effet.

5.2.2 CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES

Nos travaux nous ont permis de constater les anomalies suivantes :

❖ DEFAUT DE CONCOMITANCE ENTRE LA DATE LIMITE DE DEPOT DES OFFRES ET LA DATE D'OUVERTURE DES PLIS

- Câblage du nouveau siège de l'ANSD, pour un montant de F CFA 123 458 218

Nous avons constaté que les plis relatifs à ce marché n'ont pas été ouverts aux date et heure indiquées dans la lettre d'invitation. En effet, la date limite de dépôt est fixée au 16 janvier 2013 et la séance d'ouverture s'est tenue le 28 janvier 2013, en violation de l'article 67 alinéas 1 et 2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011.

❖ **NON INSCRIPTION D'UN MARCHE DANS LE PPM**

➤ **Location de véhicules, pour un montant de F CFA 43 612 800**

Nous avons constaté que ce marché n'est pas inscrit dans le PPM ; le non respect de cette formalité substantielle prescrite par les dispositions de l'article 6 alinéa 2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics, constitue un motif de nullité du marché. **DEFAUT DE SIMULTANÉITE DANS L'ENVOI DES LETTRES D'INVITATION**

- **Acquisition de mobilier de bureau, pour un montant de F CFA 9 344 892 ;**
- **Acquisition de mobilier de bureau, pour un montant de F CFA 14 071 500.**

Pour ces deux marchés, nous avons constaté la non simultanée de l'envoi des lettres d'invitation aux candidats, en violation de l'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et du principe d'égalité de traitement des candidats stipulé à l'article 24 nouveau de la loi 2006-16 modifiant la loi n°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des obligations de l'Administration qui dispose : « le non- respect des formalités de publicité prescrites et la violation du principe d'égalité de traitement des candidats aux commandes publiques par les acheteurs publics entraînent la nullité de la procédure de passation du marché passé, à la requête de toute personne intéressée au déroulement normal de la procédure ».

❖ **DELAI ANORMALEMENT LONG ENTRE L'OUVERTURE DES PLIS ET L'ATTRIBUTION PROVISOIRE**

- **Assurance PDA, pour un montant de F CFA 16 555 000 ;**
- **Transport des PDA et Logistique de transfert du matériel pour le RGPHAE, pour un montant de F CFA 94 400 000.**

Le délai entre l'ouverture des plis et l'attribution provisoire dépasse celui prévu par les dispositions des articles 70 et 83 alinéas 1 et 3 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics qui est de 21 jours au maximum c'est à dire quinze (15) jours au maximum pour l'analyse et l'évaluation, trois (03) jours pour attribution et établissement du procès- verbal et enfin trois (03) jours pour approbation du procès- verbal d'attribution. En effet, l'ouverture des plis relatifs au premier marché est effectuée le 09 janvier 2013 et la notification provisoire n'a eu lieu que six (06) mois après c'est-à-dire le 12 juin 2013. Pour le deuxième marché, l'ouverture des plis est effectuée le 05 décembre 2012 et la notification n'a eu lieu que huit (08) mois après c'est-à-dire le 20 août 2013. Aucune demande de prorogation des délais n'est jointe aux dossiers.

❖ **EXECUTION AVANT APPROBATION**

- **Acquisition de consommables, logiciels, maintenance et matériels informatiques, pour un montant de F CFA 13 288 063 ;**

Ce marché a été exécuté avant l' approbation, en violation de l' article 29 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics. En effet, l' approbation a eu lieu le 10 mai 2013 alors que l' exécution a eu lieu le 05 mars 2013.

❖ **DEFAUT DE TRANSMISSION DE PIECES**

Au cours de nos travaux les pièces en annexe 2 ne nous ont pas été transmises.

5.3. SYNTHÈSE

5.3.1 TABLEAU STATISTIQUE DES ANOMALIES

Anomalies/Marchés	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	TOTAL	Statistique des anomalies
Anomalies sur la CPM et la CM																					
Absence de renouvellement de la CPM	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	19	100%
Nomination tardive de la CM	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	19	100%
Anomalies sur les règles de publicité																					
Défaut publication des attributions (DRP)	1	1	1	1																4	21%
Défaut de concomitance dans l' envoi des lettres d' invitation	1	1																		2	11%
Anomalie sur les règles d'ouverture des plis																					
Délai anormalement long entre ouverture des plis et attribution provisoire					1	1														2	11%
Absence de concomitance entre date d' ouverture des plis et date limite de dépôt.					1															1	5%
Anomalie sur les règles d' approbation																					
Approbation postérieure à l' exécution									1											1	5%

5.3.2 TABLEAU DE SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS

N°	CONSTATS	RECOMMANDATIONS	ORGANISME RESPONSABLE
1	Défaut de transmission des avis d'attribution à la DCMP aux fins de publication dans le site des marchés publics.	- publier les avis d'attribution des marchés passés par DRP dans le site des marchés publics en application des dispositions de l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code marchés publics.	AC/CPM
2	Absence de concomitance entre la date limite de dépôt des offres et la date d'ouverture des plis.	- ouvrir les plis aux date et heure limites de dépôt des offres en application des dispositions de l'article 67 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code marchés publics.	AC/CPM
3	Insuffisance dans l'archivage et le classement des dossiers de marchés.	- archiver et classer les dossiers de marchés conformément au modèle type de l'ARMP.	AC/CPM
4	Nomination tardive des membres de la cellule et de la commission des marchés et non renouvellement de la CPM	- nommer les membres de la CM et de la CPM avant le 05 janvier	AC/PRM
5	Délai anormalement long entre l'ouverture des plis et l'attribution provisoire	- respecter le délai maximum de 21 jours entre l'ouverture des plis et l'attribution provisoire.	AC/CPM

5.4 TESTS DE VERIFICATION DE LA MATERIALITE DES DEPENSES

➤ Sélection

Notre sélection a porté sur la location de 4 véhicules 4x4 pour le compte du RGPHAE, pour un montant de F CFA 23 364 000.

➤ Travaux effectués

Afin de vérifier la matérialité des dépenses, nous avons procédé à l'inspection physique des pièces en examinant la cohérence entre les services rendus, l'attestation de service fait, le contrat, les pièces justificatives ayant servi au paiement.

➤ Résultats

Les travaux n'appellent pas de remarques particulières de notre part.

5.5 TABLEAU DE SUIVI DES RECOMMANDATIONS

N°	RECOMMANDATIONS N-1	OBSERVATIONS
1	Absence d' exhaustivité du PPM.	Recommandation maintenue
2	Insuffisance sur l' archivage et le classement	Recommandation maintenue

ANNEXES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

**➤ DRP N°14/ANSD/2012 - ACQUISITION DE CARTABLES POUR LES SUPERVISEURS ET
CONTROLEURS DANS LE CADRE DU RGPHAE**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement et de prix est relative à l'acquisition de cartables pour les superviseurs et contrôleurs dans le cadre du RGPHAE, pour un montant de F CFA 14 927 000.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	Budget Consolidé d'Investissement (BCI)
2. Nom de l'Autorité contractante	AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE (ANSD)
3. Intitulé du marché	Acquisition de cartables
4. Numéro du marché	14/DRP/ANSD/2012
5. Description des biens, travaux ou service	Acquisition de cartables pour les superviseurs et contrôleurs dans le cadre du RGPHAE
6. Nom de l'attributaire du marché	DABAKH SERVICES
7. Nombre d'offres reçues,	7
8. Date de publicité de la demande de prix	13/06/2012
9. Date ouverture des plis	04/07/2012
10. Date de signature et approbation contrat (si requis)	08/10/2012
11. Date de publication des résultats	Résultat non publié
12. Date Ordre de service de commencer	05/10/2012
13. Date de démarrage effectif de prestation	05/10/2012
14. Délai d'exécution	15 jours
15. Date de réception	08/01/2013
16. Montant du marché	14 927 000 F CFA
17. Montant du Budget	28 700 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater l'absence de transmission du procès-verbal d'attribution du marché à la DCMP aux fins de publication dans le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l'ANSD de veiller au respect des dispositions de l'article 78 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics transmettant le procès verbal d'attribution à la DCMP pour publication.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

Hormis le défaut de publication, l'ANSD a essentiellement respecté les dispositions du Code des Marchés publics et de ses textes d'application en matière de procédure de passation et d'exécution des marchés publics.

➤ **DRP - LOCATION DE 4 VEHICULES 4x4 POUR LE COMPTE DU RGPHAE**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement et de prix est relative à la location de 4 véhicules 4x4 pour le compte du RGPHAE, pour un montant de F CFA 23 364 000.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	Budget Consolidé d'Investissement (BCI)
2. Nom de l'Autorité contractante	AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE (ANSD)
3. Intitulé du marché	Location de véhicules
4. Numéro du marché	SN
5. Description des biens, travaux ou service	Location de 4 véhicules 4x4 pour le compte du RGPHAE
6. Nom de l'attributaire du marché	NOPROLA
7. Nombre d'offres reçues,	4
8. Date de publicité de la demande de prix	09/05/2012
9. Date ouverture des plis	23/05/2012
10. Date de signature et approbation contrat (si requis)	Contrat non établi
11. Date de publication des résultats	Résultat non publié
12. Date Ordre de service de commencer	14/06/2012
13. Date de démarrage effectif de prestation	26/06/2012
14. Délai d'exécution	5 mois
15. Date de réception	06/08/2012
16. Montant du marché	23 364 000 F CFA
17. Montant du Budget	26 000 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater l'absence de transmission du procès-verbal d'attribution du marché à la DCMP aux fins de publication dans le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l'ANSD de veiller au respect des dispositions de l'article 78 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics transmettant le procès-verbal d'attribution à la DCMF pour publication.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

Hormis le défaut de publication de l'attribution, l'ANSD a essentiellement respecté les dispositions du Code des Marchés Publics et de ses textes d'application en matière de procédure de passation et d'exécution

➤ **DRP - ACQUISITION DE MOBILIER DE BUREAU**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement et de prix est relative à l'acquisition de mobilier de bureau, pour un montant de F CFA 14 071 500.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	Budget Consolidé d'Investissement (BCI)
2. Nom de l'Autorité contractante	AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE (ANSD)
3. Intitulé du marché	Mobilier de bureau
4. Numéro du marché	SN
5. Description des biens, travaux ou service	Acquisition de mobilier de bureau
6. Nom de l'attributaire du marché	SENEGAL EQUIP
7. Nombre d'offres reçues,	5
8. Date de publicité de la demande de prix	28/06/2012
9. Date ouverture des plis	18/07/2012
10. Date de signature et approbation contrat (si requis)	11/12/2012
11. Date de publication des résultats	Résultat non publié
12. Date Ordre de service de commencer	Non indiquée
13. Date de démarrage effectif de prestation	16/01/2013
14. Délai d'exécution	15 jours
15. Date de réception	16/01/2013
16. Montant du marché	14 071 500 F CFA
17. Montant du Budget	19 000 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- que la lettre d'invitation n'est pas envoyée simultanément aux candidats en violation de l'article 78-2 Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 et le principe fondamental d'égalité de traitement des candidats applicable aux achats publics cité à l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006. Qui stipule « , le non-respect des formalités de publicité prescrites et la violation du principe d'égalité de traitement des candidats aux commandes publiques par les acheteurs publics entraînent la nullité de la procédure de passation ou du marché passé, à la requête de toute personne intéressée au déroulement normal de la procédure ;
- l'absence de transmission du procès- verbal d'attribution du marché à la DCMP aux fins de publication sur le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;

- la procédure de passation a duré plus de 4 mois entre l'ouverture des offres et la signature des contrats d'achat de fournitures de bureau.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l'ANSD de veiller au respect des dispositions de l'article 78 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 en :

- envoyant simultanément les lettres d'invitation aux candidats ;
- transmettant le procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication

L'ANSD devrait veiller à réduire les délais de passation notamment pour une DRP de fournitures de bureau.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

L'ANSD n'a pas respecté les dispositions du Code des Marchés Publics et de ses textes d'application en matière de publicité et de traitement équitable des candidats.

➤ **DRP - ACQUISITION DE MOBILIER DE BUREAU**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement et de prix est relative à l'acquisition de mobilier de bureau, pour un montant de F CFA 9 344 892.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	Budget Consolidé d'Investissement (BCI)
2. Nom de l'Autorité contractante	AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE (ANSD)
3. Intitulé du marché	Mobilier de bureau
4. Numéro du marché	SN
5. Description des biens, travaux ou service	Acquisition de mobilier de bureau
6. Nom de l'attributaire du marché	MAME DIARRA BOUSSO ET CIE
7. Nombre d'offres reçues,	8
8. Date de publicité de la demande de prix	08/06/2012
9. Date ouverture des plis	27/06/2012
10. Date de signature et approbation contrat (si requis)	24/10/2012
11. Date de publication des résultats	Résultat non publié
12. Date Ordre de service de commencer	Non indiquée
13. Date de démarrage effectif de prestation	02/11/2012
14. Délai d'exécution	15 jours
15. Date de réception	02/11/2012
16. Montant du marché	9 344 892 F CFA
17. Montant du Budget	6 530 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- que la lettre d'invitation n'est pas envoyée simultanément aux candidats en violation de l'article 78-2 Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 et le principe fondamental d'égalité de traitement des candidats applicable aux achats publics cité à l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 qui stipule : « le non- respect des formalités de publicité prescrites et la violation du principe d'égalité de traitement des candidats aux commandes publiques par les acheteurs publics entraînent la nullité de la procédure de passation ou du marché passé, à la requête de toute personne intéressée au déroulement normal de la procédure » ;
- l'absence de transmission du procès- verbal d'attribution du marché à la DCMP aux fins de publication sur le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l'ANSD de veiller au respect des dispositions de l' article 78 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 en :

- envoyant simultanément les lettres d'invitation aux candidats ;
- transmettant le procès- verbal d'attribution à la DCMP pour publication.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

L'ANSD n'a pas respecté les dispositions du Code des Marchés Publics et de ses textes d'application en matière de publicité et de traitement équitable des candidats.

➤ **DRP - ENTRETIEN COURANT DU PARC FROID DE L'ANSD**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement et de prix est relative à l'entretien courant du parc froid de l'ANSD, pour un montant de F CFA 1 467 920.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	Budget Consolidé d'Investissement (BCI)
2. Nom de l'Autorité contractante	AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE (ANSD)
3. Intitulé du marché	Entretien courant du parc froid de l'ANSD
4. Numéro du marché	SN
5. Description des biens, travaux ou service	Entretien courant du parc froid de l'ANSD
6. Nom de l'attributaire du marché	FROID INTERNATIONAL DU SUD
7. Nombre d'offres reçues,	5
8. Date de publicité de la demande de prix	27/06/2012
9. Date ouverture des plis	PV d'ouverture non transmis
10. Date de signature et approbation contrat (si requis)	19/10/2012
11. Date de publication des résultats	Résultat non publié
12. Date Ordre de service de commencer	Non indiquée
13. Date de démarrage effectif de prestation	Non communiquée
14. Délai d'exécution	6 mois
15. Date de réception	Attestation de service fait non transmise
16. Montant du marché	1 467 920 F CFA
17. Montant du Budget	3 000 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater la non transmission de l'attestation de service fait.

RECOMMANDATIONS

Nous vous recommandons de nous transmettre ces pièces.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

Hormis la non transmission des pièces ci-dessus, l'ANSD a essentiellement respecté les dispositions du Code des Marchés Publics et de ses textes d'application en matière de procédure de passation.

➤ **DRP - ENTRETIEN DES GROUPES ELECTROGENES ET PHOTOCOPIEURS DE L'ANSD**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement et de prix est relative à l'entretien des groupes électrogènes et photocopieurs de l'ANSD, pour un montant de F CFA 1 000 000.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	Budget Consolidé d'Investissement (BCI)
2. Nom de l'Autorité contractante	AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE (ANSD)
3. Intitulé du marché	Entretien des groupes électrogènes et photocopieurs de l'ANSD
4. Numéro du marché	SN
5. Description des biens, travaux ou service	Entretien des groupes électrogènes et photocopieurs de l'ANSD
6. Nom de l'attributaire du marché	STABURO
7. Nombre d'offres reçues,	6
8. Date de publicité de la demande de prix	22/06/2012
9. Date ouverture des plis	PV d'ouverture non transmis
10. Date de signature et approbation contrat (si requis)	19/10/2012
11. Date de publication des résultats	N/A
12. Date Ordre de service de commencer	Non indiquée
13. Date de démarrage effectif de prestation	Non communiquée
14. Délai d'exécution	6 mois
15. Date de réception	Attestation de service fait non transmise
16. Montant du marché	1 000 000 F CFA
17. Montant du Budget	7 000 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater la non transmission de l' attestation de service fait.

RECOMMANDATIONS

L' ANSD devrait améliorer son processus d' archivage afin que tous les éléments de marché afférents à la passation et l' exécution puisse être contenus dans le même dossier.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

Hormis la non transmission des pièces ci-dessus, l' ANSD a essentiellement respecté les dispositions du Code des Marchés Publics et de ses textes d' application en matière de procédure de passation.

PRESTATION INTELLECTUELLE

➤ **N°01/AMI/ANSD/2012 - RECRUTEMENT D'UN EXPERT JURIDIQUE POUR L'OBSERVATOIRE DE LA PAUVRETE**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement et de prix est relative au recrutement d'un expert juridique pour l'observatoire de la pauvreté, pour un montant de F CFA 1 500 000.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	Banque Mondiale
2. Nom de l'Autorité contractante	AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE (ANSD)
3. Intitulé du marché	Consultant juridique
4. Numéro du marché	01/AMI/ANSD/2012
5. Description des biens, travaux ou service	Recrutement d'un expert juridique pour l'observatoire de la pauvreté
6. Nom de l'attributaire du marché	Babacar LO
7. Nombre d'offres reçues,	7
8. Date de publicité de la demande de prix	09/05/2012
9. Date ouverture des plis	23/05/2012
10. Date de signature et approbation contrat (si requis)	09/07/2012
11. Date de publication des résultats	N/A
12. Date Ordre de service de commencer	N/A
13. Date de démarrage effectif de prestation	Non communiquée
14. Délai d'exécution	7 semaines
15. Date de réception	08/01/2013
16. Montant du marché	1 500 000 F CFA
17. Montant du Budget	2 500 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nous n' avons pas constaté d' anomalies sur la procédure de passation de ce marché.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

L'ANSD a essentiellement respecté les dispositions du Code des Marchés Publics et de ses textes d'application en matière de procédure de passation et d'exécution des Marchés.

APPELS D'OFFRES OUVERTS

➤ **AOO N°01/AOO/ANSD/2012 - ACQUISITION DE MOBILIERS DE BUREAU POUR LE NOUVEAU SIEGE DE L'ANSD**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

L' appel d' offres ouvert est relatif à l' acquisition de mobiliers de bureau pour le nouveau siège de l'ANSD, pour un montant de F CFA 74 233 564.

DONNEES SUR LE MARCHE

Numéro DAO	01/AOO/ANSD/2012
1. Financement,	Budget Consolidé d'Investissement
2. Nom de l' Autorité contractante:	AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE (ANSD)
3. Intitulé du marché:	Acquisition de mobiliers de bureau pour le nouveau siège de l'ANSD
4. Numéro du marché:	F0674/13
5. Description des biens, travaux ou services,	Acquisition de mobiliers de bureau pour le nouveau siège de l'ANSD
6. Nom de l' attributaire du marché,	DABAKH OFFICE SARL
7. Nombre d'offres reçues,	3
8. Date limite de dépôt des offres	19/12/2012
9.Date d'ouverture des plis	19/12/2012
10. Date de Publication de l'attribution provisoire:	10/04/2013
11. Date de signature/Prestation de services (contrats)	02/05/2013
12. Date d'Approbation	10/05/2013
13. Date de notification provisoire	27/05/2013
14.Date de publication de l'attribution définitive	03/06/2013
15. Date ordre de service de commencer	27/05/2013
16. Date de démarrage effectif	24/02/2014
17. Délai d'exécution,	15 jours
18. Date de réception (provisoire)	24/02/2014
19. montant marché	74 233 564 F CFA
20. montant budget	192 935 350 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- que le dispositif d'archivage et de classement mis en place par l'ANSD pour les dossiers relatifs aux marchés publics est insuffisant. Le marché examiné ne comporte pas l'ensemble des documents requis de la procédure de passation à l'exécution.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l'ANSD de mettre en place un dispositif d' archivage et de classement conforme au modèle diffusé par l' ARMP.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

Hormis l'insuffisance de l'archivage, l'ANSD a essentiellement respecté les dispositions du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d' application relative à la procédure de passation et d'exécution des marchés publics.

➤ **AOO N°04/AOO/ANSD/2012 - ACQUISITION DE CONSOMMABLES, LOGICIELS, MAINTENANCE ET MATERIELS INFORMATIQUES**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

L' appel d' offres ouvert est relatif à l' acquisition de consommables, logiciels, maintenance et matériels informatiques, pour un montant de F CFA 13 288 063.

DONNEES SUR LE MARCHE

Numéro DAO	04/AOO/ANSD/2012
1. Financement,	Budget Consolidé d'Investissement (BCI)
2. Nom de l'Autorité contractante:	AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE (ANSD)
3. Intitulé du marché:	Acquisition de consommables, logiciels, maintenance et matériels informatiques
4. Numéro du marché:	F112/13
5. Description des biens, travaux ou services,	Acquisition de consommables, logiciels, maintenance et matériels informatiques
6. Nom de l'attributaire du marché,	NEUROTECH
7. Nombre d'offres reçues,	3
8. Date limite de dépôt des offres	24/09/2012
9. Date d'ouverture des plis	24/09/2012
10. Date de Publication de l'attribution provisoire:	03/12/2012
11. Date de signature/Prestation de services (contrats)	Contrat non daté
12. Date d'Approbation	10/05/2013
13. Date de notification de l'attribution provisoire	01/02/2013
14. Date de publication de l'attribution définitive	20/02/2013
15. Date ordre de service de commencer	Non indiquée
16. Date de démarrage effectif	05/03/2013
17. Délai d'exécution,	15 jours
18. Date de réception (provisoire)	05/03/2013
19. montant marché	13 288 063 F CFA
20. montant budget	135 520 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- que le dispositif d'archivage et de classement mis en place par l' ANSD pour les dossiers relatifs aux marchés publics est insuffisant. Le marché examiné ne comporte pas l'ensemble des documents requis de la procédure de passation à l'exécution.
- l'omission de la date de signature du contrat ;

- que la date d' approbation est postérieure à la date d' exécution en violation de l' article 29 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics ;

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l' ANSD de mettre les dates de signature dans les contrats, de mettre en place un dispositif d' archivage et de classement conforme au modèle diffusé par l' ARMP et, de faire approuver les marchés avant leur approbation.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

L' ANSD n' a pas respecté les dispositions du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d' application en matière de procédure de passation.

➤ **AOO N°03/AOO/ANSD/2012 - IMPRESSION DE PUBLICATIONS**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHÉ

L'appel d'offres ouvert est relatif à l'impression de publications, pour un montant de F CFA 15 943 500.

DONNEES SUR LE MARCHÉ

Numéro DAO	03/AOO/ANSD/2012
1. Financement,	Budget Consolidé d'Investissement (BCI)
2. Nom de l'Autorité contractante:	AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE (ANSD)
3. Intitulé du marché:	Impression de publications
4. Numéro du marché:	F0353/13
5. Description des biens, travaux ou services,	Impression de publications
6. Nom de l'attributaire du marché,	AVITECH
7. Nombre d'offres reçues,	5
8. Date limite de dépôt des offres	10/10/2012
9. Date d'ouverture des plis	10/10/2012
10. Date de Publication de l'attribution provisoire:	21/01/2013
11. Date de signature/Prestation de services (contrats)	18/03/2012
12. Date d'Approbation	18/03/2012
13. Date de notification provisoire	02/04/2012
14. Date de publication de l'attribution définitive	10/04/2013
15. Date ordre de service de commencer	02/04/2012
16. Date de démarrage effectif	14/08/2013
17. Délai d'exécution,	15 jours
18. Date de réception (provisoire)	14/08/2013
19. montant marché	15 943 500 F CFA
20. montant budget	44 350 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- que le dispositif d'archivage et de classement mis en place par l' ANSD pour les dossiers relatifs aux marchés publics est insuffisant. Le marché examiné ne comporte pas l'ensemble des documents requis de la procédure de passation à l' exécution.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l' ANSD de mettre en place un dispositif d' archivage et de classement conforme au modèle diffusé par l' ARMP et de renforcer la capacité de la CPM.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

Hormis l'insuffisance de l'archivage, l'ANSD a essentiellement respecté les dispositions du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application en matière de procédure de passation et d'exécution des marchés publics.

➤ **AOO N°05/AOO/ANSD/2012 - ACQUISITION DE MATERIELS ET CONSOMMABLES INFORMATIQUES ET DE LOGICIELS DANS LE CADRE DU RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION, DE L'HABITAT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE (RGPHAE) LOT 3**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

L'appel d'offres ouvert est relatif à l'Acquisition de matériels et consommables informatiques et de logiciels dans le cadre du Recensement Général de la Population, de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Elevage (RGPHAE) lot 3, pour un montant de F CFA 321 102 780.

DONNEES SUR LE MARCHE

Numéro DAO	05/AOO/ANSD/2012
1. Financement,	Budget Consolidé d'Investissement (BCI)
2. Nom de l'Autorité contractante:	AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE (ANSD)
3. Intitulé du marché:	Matériels, consommables informatiques et logiciels
4. Numéro du marché:	F0280/13
5. Description des biens, travaux ou services,	Acquisition de matériels et consommables informatiques et de logiciels dans le cadre du Recensement Général de la Population, de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Elevage (RGPHAE) lot 3
6. Nom de l'attributaire du marché,	OUMOU INFORMATIQUE
7. Nombre d'offres reçues,	11
8. Date limite de dépôt des offres	24/09/2012
9. Date d'ouverture des plis	24/09/2012
10. Date de Publication de l'attribution provisoire:	03/12/2012
11. Date de signature/Prestation de services (contrats)	04/02/2013
12. Date d'Approbation	Non indiquée
13. Date de notification provisoire	02/01/2013
14. Date de publication de l'attribution définitive	14/03/2013
15. Date ordre de service de commencer	Non indiquée
16. Date de démarrage effectif	14/03/2013
17. Délai d'exécution,	15 jours
18. Date de réception (provisoire)	14/03/2013
19. montant marché	321 102 780 F CFA
20. montant budget	493 895 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- que le dispositif d'archivage et de classement mis en place par l' ANSD pour les dossiers relatifs aux marchés publics est insuffisant. Le marché examiné ne comporte pas l'ensemble des documents requis de la procédure de passation à l' exécution.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l'ANSD de mettre en place un dispositif d'archivage et de classement conforme au modèle diffusé par l'ARMP.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

Hormis l' insuffisance de l' archivage, l' ANSD a essentiellement respecté les dispositions du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics et de ses textes d' application en matière de procédure de passation et d' exécution.

➤ **AOO N°05/ANSD/2012 - ACQUISITION DE MATERIELS ET CONSOMMABLES INFORMATIQUES ET DE LOGICIELS DANS LE CADRE DU RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION, DE L'HABITAT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE (RGPHAE) LOT 5**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

L' appel d' offres ouvert est relatif à l' acquisition de matériels et consommables informatiques et de logiciels dans le cadre du Recensement Général de la Population, de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Elevage (RGPHAE) lot 5, pour un montant de F CFA 5 380 800.

DONNEES SUR LE MARCHE

Numéro DAO	05/AOO/ANSD/2012
1. Financement,	Budget Consolidé d'Investissement (BCI)
2. Nom de l' Autorité contractante:	AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE (ANSD)
3. Intitulé du marché:	Matériels, consommables informatiques et logiciels
4. Numéro du marché:	F0241/13
5. Description des biens, travaux ou services,	Acquisition de matériels et consommables informatiques et de logiciels dans le cadre du Recensement Général de la Population, de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Elevage (RGPHAE) lot 5
6. Nom de l' attributaire du marché,	SEN TECHNOLOGIES
7. Nombre d' offres reçues,	11
8. Date limite de dépôt des offres	24/09/2012
9. Date d'ouverture des plis	24/09/2012
10. Date de Publication de l'attribution provisoire:	03/12/2012
11. Date de signature/Prestation de services (contrats)	04/02/2013
12. Date d'Approbation	Non indiquée
13. Date de notification provisoire	02/01/2013
14. Date de publication de l'attribution définitive	14/03/2013
15. Date ordre de service de commencer	Non indiquée
16. Date de démarrage effectif	14/03/2013
17. Délai d' exécution,	15 jours
18. Date de réception (provisoire)	14/03/2013
19. montant marché	5 380 800 F CFA
20. montant budget	493 895 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- que le dispositif d'archivage et de classement mis en place par l' ANSD pour les dossiers relatifs aux marchés publics est insuffisant. Le marché examiné ne comporte pas l'ensemble des documents requis de la procédure de passation à l' exécution.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l'ANSD de mettre en place un dispositif d'archivage et de classement conforme au modèle diffusé par l' ARMP.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

Hormis l'insuffisance de l'archivage, l'ANSD a essentiellement respecté les dispositions du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application en matière de procédure de passation et d'exécution.

➤ **AOO N°06/ANSD/2012 - REPRODUCTION DE MANUELS POUR LE RECENSEMENT PILOTE ET LE DENOMBREMENT DU RGPHAE**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHÉ

L' appel d' offres ouvert est relatif à la reproduction de manuels pour le recensement pilote et le dénombrement du RGPHAE, pour un montant de F CFA 92 709 300.

DONNEES SUR LE MARCHÉ

Numéro DAO	06/AOO/ANSD/2012
1. Financement,	Budget Consolidé d'Investissement (BCI)
2. Nom de l'Autorité contractante:	AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE (ANSD)
3. Intitulé du marché:	Reproduction de manuels pour le recensement pilote et le dénombrement du RGPHAE
4. Numéro du marché:	F0304/13
5. Description des biens, travaux ou services,	Reproduction de manuels pour le recensement pilote et le dénombrement du RGPHAE
6. Nom de l'attributaire du marché,	IMPRIMERIE SALAM
7. Nombre d'offres reçues,	3
8. Date limite de dépôt des offres	24/10/2012
9.Date d'ouverture des plis	24/10/2012
10. Date de Publication de l'attribution provisoire:	21/12/2012
11. Date de signature/Prestation de services (contrats)	28/02/2013
12. Date d'Approbation	08/03/2013
13. Date de notification provisoire	19/03/2013
14.Date de publication de l'attribution définitive	14/03/2013
15. Date ordre de service de commencer	19/03/2013
16. Date de démarrage effectif	02/10/2013
17. Délai d'exécution,	15 jours
18. Date de réception (provisoire)	02/10/2013
19. montant marché	92 709 300 F CFA
20. montant budget	70 497 750 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- que le dispositif d'archivage et de classement mis en place par l' ANSD pour les dossiers relatifs aux marchés publics est insuffisant. Le marché examiné ne comporte pas l'ensemble des documents requis et relatifs à la procédure de passation à l' exécution ;
- l' absence dans le dossier de la garantie de bonne exécution ;

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l'ANSD de nous transmettre les pièces manquantes et de mettre en place un dispositif d' archivage et de classement conforme au modèle diffusé par l' ARMP.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

Hormis l'insuffisance de l'archivage, l'ANSD a essentiellement respecté les dispositions du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d' application en matière de procédure de passation et d' exécution.

➤ **AOO N°08/ANSD/2012 - ASSURANCE PDA**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

L' appel d' offres ouvert est relatif à l' assurance PDA, pour un montant de F CFA 16 555 000.

DONNEES SUR LE MARCHE

Numéro DAO	08/AOO/ANSD/2012
1. Financement,	Budget Consolidé d'Investissement (BCI)
2. Nom de l'Autorité contractante:	AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE (ANSD)
3. Intitulé du marché:	Assurance PDA
4. Numéro du marché:	S0779/13
5. Description des biens, travaux ou services,	Assurance PDA
6. Nom de l'attributaire du marché,	ASKIA SSURANCES
7. Nombre d'offres reçues,	3
8. Date limite de dépôt des offres	09/01/2013
9.Date d'ouverture des plis	09/01/2013
10. Date de Publication de l'attribution provisoire:	25/04/2013
11. Date de signature/Prestation de services (contrats)	29/05/2013
12. Date d'Approbation	12/06/2013
13. Date de notification provisoire	12/06/2013
14.Date de publication de l'attribution définitive	14/06/2013
15. Date ordre de service de commencer	12/06/2013
16. Date de démarrage effectif	Non communiquée
17. Délai d'exécution,	15 jours
18. Date de réception (provisoire)	Non communiquée
19. montant marché	16 555 000 F CFA
20. montant budget	120 000 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- que le dispositif d'archivage et de classement mis en place par l' ANSD pour les dossiers relatifs aux marchés publics est insuffisant. Le marché examiné ne comporte pas l'ensemble des documents requis de la procédure de passation à l' exécution.

- que le délai entre l'ouverture des plis et l'attribution provisoire dépasse celui prévu par les dispositions des articles 70 et 83 alinéa 1 et 3 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics qui est de 21 jours au maximum c'est à dire quinze (15) jours au maximum pour l'analyse et l'évaluation, trois (03) jours pour attribution et établissement du procès-verbal et enfin trois (03) jours pour approbation du procès verbal d'attribution. En effet, l'ouverture des plis est effectuée le 09 janvier 2013 et la notification provisoire n'a eu lieu que six (06) mois après c'est-à-dire le 12 juin 2013.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l'ANSD de :

- mettre en place un dispositif d'archivage et de classement conforme au modèle diffusé par l'ARMP ;
- veiller au respect des dispositions des articles 70 et 83 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics qui sont relatives aux délais entre l'ouverture, l'évaluation et l'attribution.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHÉ

Hormis l'insuffisance de l'archivage et le délai anormalement long de la procédure de passation, l'ANSD a essentiellement respecté les dispositions du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application en matière de procédure de passation et d'exécution.

➤ **AOO N°10/ANSD/2012 - TRANSPORT DES PDA ET LOGISTIQUE DE TRANSFERT DU MATERIEL POUR LE RGPHAE**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

L'appel d'offres ouvert est relatif au transport des PDA et logistique de transfert du matériel pour le GPHAE, pour un montant de F CFA 94 400 000.

DONNEES SUR LE MARCHE

Numéro DAO	10/AOO/ANSD/2012
1. Financement,	Budget Consolidé d'Investissement (BCI)
2. Nom de l'Autorité contractante:	AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE (ANSD)
3. Intitulé du marché:	Transport des PDA
4. Numéro du marché:	S1327/13
5. Description des biens, travaux ou services,	Transport des PDA et Logistique de transfert du matériel pour le RGPHAE
6. Nom de l'attributaire du marché,	VISUEL COMMUNICATION
7. Nombre d'offres reçues,	1
8. Date limite de dépôt des offres	05/12/2012
9. Date d'ouverture des plis	05/12/2012
10. Date de Publication de l'attribution provisoire:	21/01/2013
11. Date de signature/Prestation de services (contrats)	25/07/2013
12. Date d'Approbation	31/07/2013
13. Date de notification provisoire	20/08/2013
14. Date de publication de l'attribution définitive	03/09/2013
15. Date ordre de service de commencer	12/06/2013
16. Date de démarrage effectif	19/09/2013
17. Délai d'exécution,	Non indiqué
18. Date de réception (provisoire)	19/09/2013
19. montant marché	94 400 000 F CFA
20. montant budget	145 000 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- que le dispositif d'archivage et de classement mis en place par l' ANSD pour les dossiers relatifs aux marchés publics est insuffisant. Le marché examiné ne comporte pas l'ensemble des documents requis de la procédure de passation à l' exécution.
-
- que le délai entre l'ouverture des plis et l'attribution provisoire dépasse celui prévu par les dispositions des articles 70 et 83 alinéa 1 et 3 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics qui est de 21 jours au maximum c'est à dire quinze (15) jours au maximum pour l'analyse et l'évaluation, trois (03) jours pour attribution et établissement du procès-verbal et enfin trois (03) jours pour approbation du procès- verbal d'attribution. En effet, l'ouverture des plis est effectuée le 05 décembre 2012 et la notification n'a eu lieu que huit (08) mois après c'est-à-dire le 20 août 2013.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l' ANSD de :

- mettre en place un dispositif d' archivage et de classement conforme au modèle diffusé par l' ARMP ;
- veiller au respect des dispositions des articles 70 et 83 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics qui sont relatives aux délais entre l' ouverture, l' évaluation et l' attribution.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

Hormis l'insuffisance de l'archivage et le délai anormalement long de la procédure de passation, l' ANSD a essentiellement respecté les dispositions du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application en matière de procédure de passation et d'exécution.

➤ **AOO N°11/ANSD/2012 - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS POUR LES AGENTS RECENSEURS
DANS LE CADRE DU RGPHAE**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

L' appel d' offres ouvert est relatif à l' acquisition d'équipements pour les agents recenseurs dans le cadre du RGPHAE, pour un montant de F CFA 114 159 100.

DONNEES SUR LE MARCHE

Numéro DAO	11/AOO/ANSD/2012
1. Financement,	Budget Consolidé d'Investissement (BCI)
2. Nom de l' Autorité contractante:	AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE (ANSD)
3. Intitulé du marché:	Acquisition d'équipements pour les agents recenseurs
4. Numéro du marché:	F0305/13
5. Description des biens, travaux ou services,	Acquisition d'équipements pour les agents recenseurs dans le cadre du RGPHAE
6. Nom de l'attributaire du marché,	MASTER OFFICE
7. Nombre d'offres reçues,	3
8. Date limite de dépôt des offres	24/10/2012
9. Date d'ouverture des plis	24/10/2012
10. Date de Publication de l'attribution provisoire:	21/12/2012
11. Date de signature/Prestation de services (contrats)	28/02/2013
12. Date d'Approbation	08/03/2013
13. Date de notification provisoire	19/03/2013
14. Date de publication de l'attribution définitive	22/03/2013
15. Date ordre de service de commencer	19/03/2013
16. Date de démarrage effectif	11/09/2013
17. Délai d'exécution,	15 jours
18. Date de réception (provisoire)	PV de réception non transmis
19. montant marché	114 159 100 F CFA
20. montant budget	100 000 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- que le dispositif d'archivage et de classement mis en place par l' ANSD pour les dossiers relatifs aux marchés publics est insuffisant. Le marché examiné ne comporte pas l'ensemble des documents requis de la procédure de passation à l' exécution.
- l'absence dans le dossier du procès verbal de réception et de la garantie de bonne exécution.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l' ANSD de :

- nous transmettre les pièces manquantes ;
- mettre en place un dispositif d' archivage et de classement conforme au modèle diffusé par l' ARMP.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

Hormis l'insuffisance de l'archivage, l'ANSD a essentiellement respecté les dispositions du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d' application en matière de procédure de passation et d' exécution.

➤ **AOO N°12/ANSD/2012 - CABLAGE DU NOUVEAU SIEGE DE L'ANSD**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

L' appel d' offres ouvert est relatif au câblage du nouveau siège de l'ANSD, pour un montant de F CFA 123 458 218.

DONNEES SUR LE MARCHE

Numéro DAO	12/AOO/ANSD/2012
1. Financement,	Budget Consolidé d'Investissement (BCI)
2. Nom de l'Autorité contractante:	AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE (ANSD)
3. Intitulé du marché:	Câblage du nouveau siège de l'ANSD
4. Numéro du marché:	S0704/13
5. Description des biens, travaux ou services,	Câblage du nouveau siège de l'ANSD
6. Nom de l'attributaire du marché,	NEDGE PROFESSIONAL SERVICES
7. Nombre d'offres reçues,	10
8. Date limite de dépôt des offres	16/01/2013
9. Date d'ouverture des plis	28/01/2013
10. Date de Publication de l'attribution provisoire:	11/04/2013
11. Date de signature/Prestation de services (contrats)	15/05/2013
12. Date d'Approbation	16/05/2013
13. Date de notification provisoire	03/06/2013
14. Date de publication de l'attribution définitive	06/06/2013
15. Date ordre de service de commencer	03/06/2013
16. Date de démarrage effectif	PV de réception non transmis
17. Délai d'exécution,	15 jours
18. Date de réception (provisoire)	PV de réception non transmis
19. montant marché	123 458 218 F CFA
20. montant budget	92 000 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- que le dispositif d'archivage et de classement mis en place par l' ANSD pour les dossiers relatifs aux marchés publics est insuffisant. Le marché examiné ne comporte pas l'ensemble des documents requis de la procédure de passation à l' exécution
- l'absence dans le dossier du procès verbal de réception et de la garantie de bonne exécution ;

- que les plis ne sont pas ouverts aux date et heure limites fixées dans l'avis d'appel d'offres et aucun avis attestant d'un report de la date limite de dépôt des offres ne nous a été transmis et en violation de l'article 67 alinéas 1 et 2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics. En effet, la date limite était le 16 janvier 2013 mais les plis sont ouverts le 28 janvier 2013.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l'ANSD de :

- nous transmettre les pièces manquantes ;
- mettre en place un dispositif d'archivage et de classement conforme au modèle diffusé par l'ARMP ;
- veiller au respect des dispositions de l'article 67 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 en ouvrant les plis aux date et heure limites de dépôt des offres.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

L'ANSD n'a pas respecté les dispositions du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application en matière de procédure de passation et en matière de transparence.

➤ **AOO N°09/ANSD/2011 - LOCATION DE VEHICULES**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

L' appel d' offres ouvert est relatif à la location de véhicules, pour un montant de F CFA 43 612 800.

DONNEES SUR LE MARCHE

Numéro DAO	09/AOO/ANSD/2011
1. Financement,	Budget Consolidé d'Investissement (BCI)
2. Nom de l'Autorité contractante:	AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE (ANSD)
3. Intitulé du marché:	Location de véhicules
4. Numéro du marché:	S1164/13
5. Description des biens, travaux ou services,	Location de véhicules
6. Nom de l'attributaire du marché,	COSELEC
7. Nombre d'offres reçues,	4
8. Date limite de dépôt des offres	28/12/2012
9. Date d'ouverture des plis	28/12/2012
10. Date de Publication de l'attribution provisoire:	05/06/2013
11. Date de signature/Prestation de services (contrats)	03/07/2013
12. Date d'Approbation	03/07/2013
13. Date de notification provisoire	03/06/2013
14. Date de publication de l'attribution définitive	03/09/2013
15. Date ordre de service de commencer	
16. Date de démarrage effectif	25/11/2013
17. Délai d'exécution,	15 jours
18. Date de réception (provisoire)	25/11/2013
19. montant marché	43 612 800 F CFA
20. montant budget	Marché non inscrit dans le PPM de 2012

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- que le dispositif d'archivage et de classement mis en place par l' ANSD pour les dossiers relatifs aux marchés publics est insuffisant. Le marché examiné ne comporte pas l'ensemble des documents requis de la procédure de passation à l' exécution ;
- l'absence dans le dossier

- de la garantie de bonne exécution.
- la non inscription de ce marché dans le PPM qui le rend nul conformément aux dispositions de l' article 6 alinéa 2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l' ANSD de :

- nous transmettre la garantie de bonne exécution ;
- mettre en place un dispositif d' archivage et de classement conforme au modèle diffusé par l' ARMP ;
- veiller au respect des dispositions de l' article 6 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 en inscrivant les marchés dans le PPM avant leursancements.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

L' ANSD n' a pas respecté les dispositions du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics en matière d' inscription du marché dans le PPM.

➤ **PI/ANSD/2012 - PUBLICITE ET RELATION PUBLIQUE**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

L'appel d'offres ouvert est relatif à la publicité et relation publique, pour un montant de F CFA 109 318 762.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement,	Budget Consolidé d'Investissement (BCI)
2. Nom de l'Autorité contractante,	AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE
3. Intitulé du marché,	Publicité et relation publique
4. Numéro du marché,	C0703/13
5. Description des biens, travaux ou services,	Publicité et relation publique de phase dénombrement
6. Nom de l'attributaire du marché,	Groupe Africa Media (GAM)
7. Nombre d'offres reçues,	12
8. Date limite de dépôt des offres	10/10/2012
9. Date d'ouverture des plis	10/10/2012
10. Date de signature du marché	08/05/2013
11. Date d'Approbation	10/05/2013
12. Date de Publication de l'attribution provisoire	09/04/2013
13. Date de notification	31/05/2013
14. Date de Publication de l'attribution définitive	06/06/2013
15. Date ordre de service de commencer	31/05/2013
16. Date de démarrage effectif	26/11/2013
17. Délai d'exécution,	02 mois
18. Date de réception (provisoire)	26/11/2013
19. Date de réception (définitive)	26/11/2013
20. Montant marché	137 088 707 F CFA
21. Montant budget	109 318 762 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- que le dispositif d'archivage et de classement mis en place par l' ANSD pour les dossiers relatifs aux marchés publics est insuffisant. Le marché examiné ne comporte pas l'ensemble des documents requis de la procédure de passation à l' exécution ;

○

RECOMMANDATIONS

- Nous recommandons à l' ANSD de mettre en place un dispositif d' archivage et de classement conforme au modèle diffusé par l' ARMP.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

Hormis l' insuffisance de l' archivage, l' ANSD a essentiellement respecté les dispositions du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d' application en matière de procédure de passation et d' exécution.

Annexe 2

Pièces non transmises

Marchés	Montant en F CFA	Pièces non transmises
Reproduction de manuels pour le recensement pilote et le dénombrement du RGPHAE	92 709 300	Garantie de bonne exécution
Acquisition d' équipements pour les agents recenseurs dans le cadre du RGPHAE	114 159 100	<ul style="list-style-type: none"> - PV de réception ; - Garantie de bonne exécution.
Câblage du nouveau siège de l'ANSD	123 458 218	Garantie de bonne exécution.
Location de véhicules	43 612 800	Garantie de bonne exécution.

OBSERVATIONS DE L'ANSD

République du Sénégal
Un peuple - Un but - Une foi

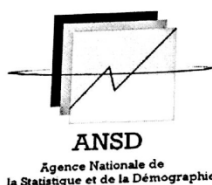
N° 2.2.2.4.....MP/ANSD/CPM

Ministère du Plan

Courrier Arrivée

Le, ... 08/07/14

N° 313



01 JUIL 2014

Le Directeur Général

Objet : Rapport provisoire sur la revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractante du Groupe II, au titre de la gestion 2012 de l'ANSD.

Réf : V/L N°0682/2014/MG/MSY/RC du 05 juin 2014.

Monsieur le Directeur Général,

En réponse à votre lettre sus référencée datée du 23 janvier 2014 relative à la au « rapport provisoire sur la revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractante du groupe II, au titre de la gestion 2012 de l'ANSD, il convient de considérer les compléments d'informations fournis pour chaque marché figurant dans le tableau joint. En ce qui concerne les principaux constats et les d'ordre général et les « pièces non transmises » spécifiées à l'annexe 2, vous voudrez bien trouver ci-dessous, les réponses apportées.

I. Eléments de réponse aux principaux constats

1) Constats d'ordre général

CONSTATS FAITS	OBSERVATIONS	INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES
Nomination tardive de la commission	Note de service n°0106bis/MEF/ANSD du 23 mai 2012	Cette note est la « Version 3 » de la note de nomination des membres de la commission suite au <u>remplacement de collègue affecté hors de l'ANSD</u> ; La première note date du 10 janvier 2012 avec le N°006/MEF/ANSD. (P.J 1)
Défaut de publication des attributions provisoires des marchés de DRP	Les attributions provisoires des marchés de DRP doivent être insérées dans le SYGMAP.	A améliorer Somme toute, ceci nécessite du temps eu égard aux limites de l'accès au SYGMAP avec faible débit du NET.
Insuffisance du système d'archivage	Le constat fait par rapport aux ressources humaines explique en partie cette lacune ; somme toute des efforts sont faits avec les moyens disponibles	A améliorer ; La Cellule commence à être renforcée en équipement.

Marchés du RGPHAE	Pièces non transmises	REPONSES
5. Assurance PDA	Supports de publication des attributions provisoire et définitive	*Fourni / voir PJ
6. Transport des PDA et Logistique de transfert du matériel pour le RGPHAE	- Support de publication de l'attribution provisoire ; - Garantie de bonne exécution.	*Fourni / voir PJ *Fourni / Voir PJ
7. Publicité et relation publique pour le RGPHAE	- Support de publication de l'attribution définitive ; - attestation de service fait - Garantie de bonne exécution	*Fourni / voir PJ * Fourni / voir PJ * Fourni / Voir PJ
8. Acquisition d'équipements pour les agents recenseurs dans le cadre du RGPHAE	- PV de réception ; - Garantie de bonne exécution.	* Fourni / Voir PJ * Fourni / Voir PJ
9. Câblage du nouveau siège de l'ANSD	Garantie de bonne exécution.	Non fournie. Ce marché est en stand by pour une résiliation
10. Location de véhicules	- DAO ; - procès verbal - procès verbal d'attribution - supports de publication de l'avis d'appel d'offres, - Attribution provisoire - Attribution définitive ; - Attestation de service fait ; - Garantie de bonne exécution.	*Fourni / voir PJ *Fourni / voir PJ *Fourni / voir PJ *Fourni / voir PJ *Fourni / voir PJ *Fourni / voir PJ * Fourni / Voir PJ * Fourni / Voir PJ

Les détails des éléments de réponse pour chaque marché se trouvent dans l'annexe. Nous prenons en compte les recommandations pertinentes concernant l'archivage, le personnel de la Cellule de passation des marchés et le respect des procédures.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur Général, l'assurance de ma considération distinguée.

P.J.:

- Note de service N°006/MEF/ANSD du 10 janvier 2012
- Avis d'attribution provisoire et définitive demandés
- Garanties de bonne exécution
- Marchés immatriculés, notifiés et enregistrés
- Annexe



II-) Monsieur le Directeur du Cabinet
GRANT THORNTON
2, Place de l'Indépendance, Immeuble SDIH
-Dakar-

CONSTATS FAITS	OBSERVATIONS	INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES
Insuffisance de ressources humaines de la CPM	La Cellule doit être renforcée en personnel	A améliorer ; Renforcement envisagé.

2) Constats spécifiques

Les pièces manquantes	Des compléments d'informations sont demandés à l'annexe 2.	Des compléments d'informations sont apportés à l'annexe 2, ci-dessous ; les documents étaient disponibles et en place ; mais peut être l'insuffisance du système d'archivage expliquent cela en partie. Cependant, concernant le marché 9 _ 2011 (location de véhicules, il faut signaler que les cartons qui contenaient les dossiers présentaient toutes pièces manquantes signalées à l'annexe 2. Il n'a pas été repris dans les PPM suivant du fait du glissement de l'activité lié au dénombrement reportée
Longueur des délais entre les ouvertures des plis et les attributions provisoires	Les observations portent sur le marché « assurance des PDA » et le marché « transport des PDA.	*Concernant le marché « assurance des PDA », il s'est posé des problèmes de signatures des PV par les membres compte tenu de leur disponibilité; *S'agissant du marché « transport des PDA, il s'est agit du retard de la fourniture des attestations de marchés similaires explicites ; en effet le candidat avait listé les expériences mais avait tardé à donner des documents explicites eu égard à la confidentialité qui entourait les produits transportés. **A améliorer ;
Report de date pour le marché relatif au câblage	Les plis n'ont pas été ouverts aux date et heure limites fixées dans l'avis d'appel d'offres..	Les plis n'ont pas été ouverts aux date et heure limites fixées dans la mesure où il y avait une visite programmée afin que les candidats puissent disposer du plan et des mesures pour faire leur offres ; Ceci a justifié le report du 16 au 28 janvier suite une information partagée avec les candidats qui avaient acheté le dossier.

II. Eléments de réponse pour les pièces non transmises

Marchés	Pièces non transmises	REPONSES
1. Acquisition de mobiliers de bureau pour le nouveau siège de l'ANSD	Support de publication de l'attribution définitive	*Fourni / voir PJ
2. Impression de publications	Support de publication de l'attribution provisoire	*Fourni / voir PJ
3. Acquisition de matériels et consommables informatiques et de logiciels dans le cadre du Recensement Général de la Population, de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Elevage (RGPHAE) lot 3	Garantie de bonne exécution	*Fourni / voir PJ
4. Reproduction de manuels pour le recensement pilote et le dénombrement	Garantie de bonne exécution	non disponible

REPONSE DE L'AUDITEUR

Dakar le 04 juillet 2014

A Monsieur le Directeur Général de l' Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD)

Référence : N° 02224/MP/ANSD/CPM du 01 juillet 2014

N/Réf : 0792/2014/MG/MND/RC

Objet : Réponse aux commentaires de l' ANSD à notre rapport provisoire sur la revue indépendante des marchés conclus au titre de l' exercice 2012.

Monsieur le Directeur,

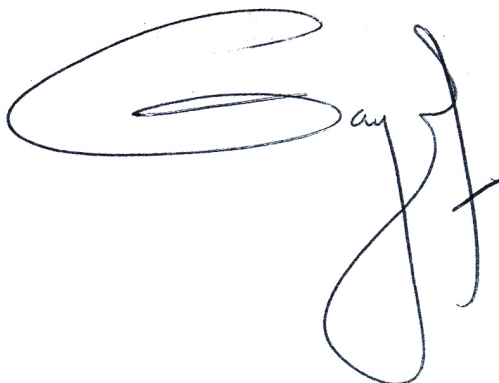
Nous accusons réception de la lettre citée en référence, relative à l'objet précité et vous en remercions.

Nous vous prions de trouver en annexe notre réponse relative aux observations de l' ANSD.

Vous en souhaitant bonne réception, nous vous prions d'agréer Monsieur le Directeur Général, l'assurance de notre considération distinguée.

Mansour GAYE

Associé



ANNEXE: REPONSES AUX OBSERVATIONS DE L'ANSD SUR NOTRE RAPPORT PROVISOIRE

Points d' observations de l' Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie	Réponses de l' Auditeur
1) Nomination tardive de la commission.	L'article 6 de l'arrêté n° 11588 du 28 Décembre 2007 stipule que « au plus tard le 5 Janvier de chaque année, les copies des actes de nomination des membres des commissions et leurs suppléants, sont communiquées à l'Autorité de Régulation des marchés publics et à la Direction centrale des Marchés publics ».
2) Défaut de publication des attributions provisoires des marchés de DRP.	Nous vous précisons que ces attributions ne doivent pas être insérés dans le SYGMAP comme vous l' avancez mais doivent plutôt être transmises à la DCMP aux fins de publication sur le site des marchés publics conformément aux dispositions de l' article 78 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics.
3) Dispositions à prendre pour un meilleur système d' archivage.	Nous prenons acte des dispositions à prendre.
4) Assurance PDA	Nous prenons acte des supports de publication des attributions provisoire et définitive transmis.
5) Transport des PDA et logistique de transfert du matériel pour le RGPHAE	Nous prenons acte du support de publication de l' attribution provisoire et de la garantie de bonne exécution transmis.
6) Publicité et relation publique pour le RGPHAE	Nous prenons acte du support de publication de l' attribution définitive, de l' attestation de service fait et de la garantie de bonne exécution transmis.
7) Acquisition d' équipements pour les recenseurs dans le cadre du RGPHAE	Nous prenons acte du PV de réception et de la garantie de bonne exécution transmis. Toutefois, ils ne sont pas relatifs au marché sélectionné qui est attribué à Master Office.
8) Câblage du nouveau siège de l' ANSD	Nous prenons acte.
9) Location de véhicules	Nous prenons acte des pièces transmises. Cependant la garantie de bonne exécution mentionnée comme fournie n' est pas versée dans le dossier.